Accord de coopération : une troisième réunion de travail entre les CESE de France et du Maroc



INTERNATIONAL PUBLIÉE LE 16/07/2025

Dans le cadre de l'accord de coopération signé le 4 juillet 2024 entre les Conseils économiques, sociaux et environnementaux (CESE) de France et du Maroc, une troisième session de travail s'est tenue à Rabat les 15 et 16 juillet 2025 afin de favoriser un partage d'expériences autour des travaux et missions des Conseils et de renforcer les liens entre les deux institutions.

La délégation de notre CESE était menée par Sylvain Boucherand, Président de la oommission Environnement du CESE et par Saïd Darwane, membre du CESE et garant de l'amitié franco-marocaine.

La rencontre a débuté par un entretien de la délégation avec Dr. Abdelkader Amara, Président du CESE du Maroc, puis a permis des échanges approfondis avec les membres du CESE marocain et Younes Benakki, Secrétaire général du CESE du Maroc, autour de trois thématiques : la participation citoyenne, l'analyse des controverses et la gestion du dissensus, ainsi que le suivi et l'évaluation des politiques publiques.

La participation des citoyennes et citoyens dans les deux Conseils

Le CESE a présenté plusieurs dispositifs de participation citoyenne, dont la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant. La discussion a mis en lumière des enjeux communs sur les rythmes scolaires et sur la parentalité. Le CESE français a présenté l'avis « *La participation du public aux décisions impactant l'environnement* » où les participants français et marocains ont également évoqué de potentielles solutions partagées comme le recours à l'intelligence artificielle pour renforcer l'information locale ou encore l'usage d'applications mobiles favorisant la participation citoyenne spontanée sur les questions environnementales. Le CESE du Maroc a quant à lui notamment évoqué sa plateforme numérique innovante, Ouchariko, permettant aux citoyens de proposer des sujets de consultation.

La gestion des controverses et du dissensus de manière constructive

Dans un monde de plus en plus complexe, les Conseils s'attachent à comprendre les désaccords et controverses. Le CESE du Maroc a partagé son analyse sur le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), soulignant les répercussions potentielles sur son tissu économique, en particulier les entreprises exportatrices. Le CESE a présenté de son côté l'étude « *Transition écologique : croissance vs décroissance, de quoi parle-t-on ?* », qui explore de nouvelles approches analytiques pour comprendre les grands débats contemporains.

Evaluation et suivi des politiques publiques : des approches complémentaires

Les Conseils assurent le suivi et l'évaluation des politiques publiques, notamment à travers la rédaction de rapports annuels, des notes stratégiques et des avis structurants. L'un des exemples marquants est l'avis sur l'Assurance maladie obligatoire présenté par le CESE du Maroc, qui dresse un panorama du fonctionnement de la protection sociale dans le pays. Le CESE a présenté l'avis de juin 2025 « *L'évaluation des politiques publiques environnementales un pilier démocratique à consolider* » nourri des contributions des CESER et des Conseils de développement urbain. L'avis vise à réaffirmer le rôle central de l'évaluation environnementale comme levier de pilotage, de transparence et de légitimation démocratique et préconise notamment d'intégrer, dès la conception des politiques, les conditions d'une évaluation efficace (objectifs clairs, indicateurs adaptés), de renforcer la

gouvernance partagée à l’échelle locale, et de rappeler aux décideurs publics, redevables devant les citoyens, l’utilité stratégique de l’évaluation.
Ces échanges ont permis un partage de bonnes pratiques et confirment l’intérêt mutuel des deux institutions pour une coopération approfondie.

© - copyright CESE - Novembre 2026